



Vogo

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Vogo

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Vogo,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Vogo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et les méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle, et nous avons examiné que la note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels fournit une information appropriée.

Les notes « Immobilisations incorporelles », « Immobilisations financières » et « Filiales et participations » de l'annexe aux comptes annuels exposent les règles, les méthodes comptables et les modalités d'estimation relatives au fonds commercial, d'une part, et aux titres de participation, d'autre part. Nous avons examiné le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus ainsi que les informations fournies dans ces notes de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent les valeurs d'inventaire, et notamment à revoir l'actualisation des perspectives de développement et de rentabilité des activités concernées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 30 avril 2024

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Marie-Thérèse Mercier



COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ VOGO POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

6.1. Bilan

6.2. Compte de résultat

6.3. Tableau de variation des capitaux propres

6.4. Notes annexes aux états financiers sociaux

6 | COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE VOGO POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

6 | 1 Bilan

		31/12/2023			31/12/2022	Variations	
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net	31/12/23-31/12/22	%
<i>Etat exprimé en euros</i>							
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)						
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Fonds commercial	3 642 705		3 642 705	3 642 705	0	0%
	Frais de R&D	4 142 341	2 896 913	1 245 428	852 438	392 990	46%
	Concessions brevets droits similaires	53 097	53 097	0	3 727	-3 727	-100%
	Autres immobilisations incorporelles						
	Immobilisations en cours incorporelles	2 077 593		2 077 593	1 697 028	380 565	22%
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, mat. et outillage ind.	728 353	372 685	355 668	482 486	-126 818	-26%
	Autres immobilisations corporelles	750 657	426 361	324 296	364 817	-40 521	-11%
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
	Participations évaluées selon mise en équ.						
	Autres participations	4 937 504	3 185 017	1 752 487	1 545 702	206 785	13%
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés				-3 185	3 185	-100%
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	319 832		319 832	321 434	-1 602	0%
TOTAL (II)		16 652 081	6 934 073	9 718 008	8 907 151	810 857	9%
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS						
	Matières premières, approvisionnements	2 897 030		2 897 030	2 140 079	756 951	35%
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis	1 724 313		1 724 313	829 993	894 320	108%
	Marchandises						
	Avances et Acomptes versés sur com.	54 351		54 351	55 290	-939	-2%
	CREANCES						
	Créances clients et comptes rattachés	2 721 833	28 991	2 692 842	2 776 178	-83 336	-3%
	Autres créances	3 135 111	35 476	3 099 635	1 748 355	1 351 280	77%
	Capital souscrit appelé, non versé						
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	200 000		200 000	333 000	-133 000	-40%
	DISPONIBILITES	872 531		872 531	1 874 569	-1 002 038	-53%
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	13 859		13 859	229 618	-215 759	-94%
	TOTAL (III)	11 619 028	64 467	11 554 561	9 987 082	1 567 479	16%
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)	134 899		134 899	29 163	105 736	363%
TOTAL ACTIF (I à VI)		28 406 008	6 998 540	21 407 467	18 923 398	2 484 069	13%

Etat exprimé en euros		31/12/2023	31/12/2022	Variations 31/12/23- 31/12/22	%
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	623 558	511 262	112 296	22%
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	22 179 614	17 374 419	4 805 195	28%
	Ecarts de réévaluation				
	RESERVES				
	Réserve légale	624	624	0	0%
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	11 863	11 863	0	0%
	Report à nouveau	(11 313 259)	(10 667 754)	-645 505	6%
	Résultat de l'exercice	(1 180 517)	(645 505)	-535 012	83%
Autres fonds propres	Subventions d'investissement	180 517	200 790	-20 273	-10%
	Provisions réglementées				
Total des capitaux propres		10 502 400	6 785 700	3 716 700	55%
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées	166 667	270 868	-104 201	-38%
Total des autres fonds propres		166 667	270 868	-104 201	-38%
Provisions	Provisions pour risques	203 210	126 348	76 862	61%
	Provisions pour charges				
Total des provisions		203 210	126 348	76 862	61%
Dettes	DETTES FINANCIERES				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	6 035 723	6 656 357	-620 634	-9%
	Emprunts et dettes financières divers	40 264	120 264	-80 000	-67%
	DETTES D'EXPLOITATION				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	68 232	231 671	-163 439	-71%
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 966 079	2 920 589	45 490	2%
	Dettes fiscales et sociales	1 031 389	1 457 819	-426 430	-29%
	DETTES DIVERSES				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		166 667	-166 667	-100%
	Autres dettes	97 462	15 964	81 498	511%
	Produits constatés d'avance	287 858	165 525	122 333	74%
Total des dettes		10 527 007	11 734 854	-1 207 847	-10%
Ecarts de conversion passif		8 183	5 628	2 555	45%
TOTAL PASSIF		21 407 467	18 923 398	2 484 069	13%

	Etat exprimé en euros		Variations	
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023 - 31/12/2022	%
RESULTAT COMPTABLE	Export	12 mois	12 mois	
Ventes de marchandises			0	0%
Production vendue (Biens)	6 834 162	8 884 259	-2 050 097	-23%
Production vendue (Services et Travaux)	1 615 866	1 620 564	-4 698	0%
Montant net du Chiffres d'affaires	8 450 028	10 504 823	-2 054 795	-20%
Production stockée	894 320	206 539	687 781	333%
Production immobilisée	1 475 042	1 547 623	-72 581	-5%
Subventions d'exploitation reçues	2 800	125 532	-122 732	-98%
Autres produits	732 287	89 872	642 415	715%
Total des produits d'exploitation	11 554 477	12 474 388	-919 911	-7%
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	4 950 432	5 231 194	-280 762	-5%
Variation de stock (matières premières et approvisionnement)	(756 951)	(196 880)	-560 071	284%
Autres achats et charges externes	2 424 283	2 840 849	-416 566	-15%
Impôts, taxes et versements assimilés	116 570	110 424	6 146	6%
Rémunérations du personnel	3 356 041	2 943 554	412 487	14%
Charges sociales	1 268 304	1 157 571	110 733	10%
Dotations aux amortissements et dépréciations	926 790	790 718	136 072	17%
Dotations aux provisions	5 159	50 240	-45 081	-90%
Autres charges	726 348	175 717	550 631	313%
Total des charges d'exploitation	13 016 977	13 103 386	-86 409	-1%
RESULTAT D'EXPLOITATION	(1 462 500)	(628 998)	-833 502	133%
Produits financiers	84 113	8 735	75 378	863%
Charges financières	275 948	131 091	144 857	111%
Résultat financier	(191 835)	(122 355)	-69 480	57%
Produits exceptionnels	67 154	175 657	-108 503	-62%
Charges exceptionnelles	61 679	414 357	-352 678	-85%
Résultat exceptionnel	5 475	(238 700)	244 175	-102%
Impôts sur les bénéfices	(468 342)	(344 549)	-123 793	36%
BENEFICE ou PERTE	(1 180 517)	(645 504)	-535 013	83%
Résultat de base par action	(0,24)	(0,16)		

<i>Etat exprimé en euros</i>	Capitaux propres ouverture 01/01/2023	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/23
Capital social	511 262			112 296	623 558
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	17 374 419			4 805 195	22 179 614
Ecarts de réévaluation					
Réserve légale	624				624
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	11 863				11 863
Report à nouveau	(10 667 754)	-645 505			-11 313 259
Résultat de l'exercice	(645 505)	645 505		(1 180 517)	-1 180 517
Subventions d'investissement	200 790			-20 273	180 517
Provisions réglementées					
TOTAL	6 785 700	0	0	3 716 701	10 502 401

Date de l'assemblée générale	12/06/2023
Dividendes attribués	0
¹ dont dividendes provenant du résultat n-1	0
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1	6 785 700
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif	6 785 700
² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure	3 716 701

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 12 juin 2023, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 (645.504,90€) a été affecté en report à nouveau.

L'augmentation du capital social est consécutive à :

- (i) l'acquisition définitive :
 - de 20.000 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2021-1, représentant une augmentation de capital de 2.500 euros ;
 - de 6.000 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2021-3, représentant une augmentation de capital de 750 euros ;
 - de 2.800 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2021-4, représentant une augmentation de capital de 350 euros ;
 - de 3.700 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2022-1, représentant une augmentation de capital de 462,50 euros ; (iii)
 - de 31.000 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2022-2, représentant une augmentation de capital de 3.875 euros. (iii)
- (ii) l'opération d'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 108.695,75 euros par voie d'émission de 869.566 actions ordinaires nouvelles réservée à la société ABEO.
- (iii) L'attribution de ce actions gratuites a bien eu lieu au 31/12/2023 mais l'augmentation de capital correspondante sera comptabilisée en début d'année 2024.

Présentation de la Société

Le siège de la société VOGO est situé au 895, rue de la Vieille Poste – Parc Majoria – Immeuble la Lona – 34000 Montpellier.

Dans l'univers du Sport, VOGO est un acteur international de premier plan pour ses solutions live & replay, audio et vidéo, à destination des spectateurs et des professionnels et ce, au travers de ses deux marques phares : VOGOSPORT et VOKKERO.

Pour les professionnels, VOGO offre des outils d'analyse et d'aide à la décision (assistance à l'arbitrage, diagnostic médical, coaching). Pour les spectateurs, VOGO a développé une solution de rupture, indépendante du nombre de personnes connectées, permettant de transformer l'expérience dans les stades au travers de contenus multi-caméras à la demande accessibles via tablettes ou smartphones.

La société est aujourd'hui présente dans les secteurs de l'Industrie et des services au travers de ses implantations en France (Montpellier, Paris et Grenoble), sur le continent nord-américain avec un bureau à New York et enfin au Royaume Uni au travers de sa filiale implantée à Bath. Le groupe dispose également d'une présence indirecte dans les autres pays par l'intermédiaire de son réseau composé de 35 distributeurs.

L'ensemble des technologies du Groupe est protégé par un portefeuille de brevets.

Le Groupe est coté depuis novembre 2018 sur le marché Euronext Growth (Code ISIN : FR0011532225 – ALVGO), le titre a été intégré à l'indice européen Tech40 en juillet 2020.

Commentaires sur l'activité de la période

Sur l'exercice 2023, le chiffre d'affaires atteint 8.5 M€, en baisse de 20% par rapport à l'exercice précédent. Le repli est identique à celui réalisé par le groupe lors de l'exercice 2022. La part export s'élève en 2023 à 6 M€ (71% du chiffre d'affaires).

Sur l'année 2023, l'activité sport, qui concentre 79% de l'activité totale, avec un chiffre d'affaires de 6.6M€. 2023 aura permis la mise en place du nouveau modèle économique de technology as a service qui facialement et transitoirement pèse sur le chiffre d'affaires réalisé en 2023, mais assure des revenus récurrents pour les années à venir et fidélise les clients pour les années à venir.

Dans le sport, VOGO commencera à profiter pleinement des certifications FIFA obtenues au cours de l'été 2023. Ces certifications dédiées aux applications vidéo d'assistance à l'arbitrage et valables jusqu'en 2027 constituent un accélérateur majeur pour le Groupe, à la fois dans le football et sur d'autres disciplines majeures.

Dans l'industrie, les perspectives sont également très favorables, avec une reprise constatée de la demande après un exercice 2023 contrasté.

Toutes les zones géographiques ont été impactées par la baisse du chiffre d'affaires à l'exception de la zone Asie Pacifique et Amérique du Sud qui progresse de 5% et permet de réaliser un chiffre d'affaires de 482K€.

Malgré la baisse significative du chiffre d'affaires, mais grâce à la bonne maîtrise de la structure de charges l'EBITDA de l'année reste positif, alors qu'il était nettement négatif au cours du 1^{er} semestre 2023.

Le résultat d'exploitation lui est négatif à hauteur de 1.4M€.

A fin décembre 2023, les capitaux propres s'élevaient à près de 10.5 M€. VOGO a clôturé l'année avec une trésorerie disponible de 1M€ contre 2.2 M€ en 2022. Cette situation intègre l'augmentation de capital réservée à ABEO de 5 M€ réalisée en 2023. Cette évolution reflète en partie l'augmentation volontaire des stocks de composants opérée pour accompagner la croissance et sécuriser l'exécution des commandes dans un contexte qui reste inflationniste. Par ailleurs, il est à noter que la situation financière à fin décembre n'intègre pas le produit

de l'augmentation de capital de 5 M€ avec maintien du DPS annoncée en avril 2024. Pour rappel, la réalisation de cette opération se terminera le 2 mai 2024 pour un prix de souscription de 4.04€.

Cette année encore, VOGO entend être au rendez-vous dans la dynamique internationale et l'amélioration de ses résultats.

Au regard de la qualité du carnet de commandes et des discussions en cours sur plusieurs projets en phase avancée, VOGO aborde déjà ce nouvel exercice avec une solide visibilité.

Par ailleurs, VOGO poursuivra cette année ses efforts d'innovation afin de conserver son avance technologique. Ces efforts porteront notamment sur la poursuite des programmes de recherche du consortium pluridisciplinaire dédié à la commotion cérébrale dont VOGO est le chef de file.

Enfin, les thématiques environnementales, sociales et sociétales sont particulièrement importantes pour VOGO. En 2023, VOGO a établi un diagnostic RSE et travaille sur sa feuille de route.

Les faits marquants de la période

Opération sur le capital

L'exercice clos le 31 décembre 2023 a été marqué par les événements suivants :

Lors de sa réunion du 6 février 2023, le Conseil d'administration a constaté l'acquisition définitive de 8.800 actions gratuites attribuées le 27 septembre 2021 et le 10 décembre 2021 sur délégation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 4 juin 2021 (21^{ème} Résolution) dans le cadre des Plans d'attribution gratuite d'actions 2021-3 et 2021-4, par les bénéficiaires ayant satisfait la condition de présence opposable à l'ensemble des bénéficiaires de ces Plans au terme de la période d'acquisition, soit le 31 décembre 2022 pour le Plan d'attribution gratuite d'actions 2021-3 et le 10 décembre 2022 concernant le Plan d'attribution gratuite d'actions 2021-4.

Ces 8.800 actions gratuites ont été livrées aux bénéficiaires au travers d'une augmentation du capital de la Société d'un montant nominal de 1.100 euros par émission de 8.800 actions nouvelles de 0,125 euro de valeur nominale chacune.

Le 8 mars 2023, la Société et la société ABEO, ont conjointement annoncé leur volonté de renforcer leur partenariat commercial et technologique en vue de développer des offres commerciales communes à destination de plusieurs marchés du sport, et la signature, à cet effet, d'un protocole d'investissement en date du même jour, aux termes duquel :

- ABEO s'engageait à souscrire à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription à son profit, d'un montant d'environ 5 M€ par émission de 869.566 actions à un prix unitaire de 5,75 € ;
- Sous condition de l'approbation des résolutions relatives à l'augmentation de capital et de la réalisation de celle-ci, ABEO, dont le représentant permanent serait Olivier Estèves, serait nommée administrateur de VOGO.

Le Conseil d'administration réuni le 3 avril 2023 a constaté la caducité de 2.400 BCE-2021-1 émis et attribués par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 12 avril 2021 sur délégation de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 5 juin 2020.

Le 19 avril 2023, l'Assemblée générale des actionnaires a décidé une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 5.000.004,50 euros, prime d'émission incluse (soit 108.695,75 euros de nominal et 4.891.308,75 euros de prime d'émission) par voie d'émission de 869.566 actions ordinaires nouvelles de 0,125 euro de valeur nominale chacune, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de la société ABEO.

La réalisation définitive de l'augmentation de capital ainsi décidée a été constatée le même jour par le Conseil d'administration. L'Assemblée générale des actionnaires réunie le 19 avril 2023 a également nommé la société ABEO, représentée par Monsieur Olivier ESTEVES, en qualité de nouvel administrateur de la Société.

Lors de sa réunion du 12 juin 2023, l'Assemblée générale des actionnaires a décidé de procéder au renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Véronique PUYAU et a ratifié le transfert du siège social décidé par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 26 septembre 2022.

Par une décision du 12 juin 2023, le Président-Directeur Général agissant sur délégation du Conseil d'administration en date du 12 avril 2021, a constaté l'acquisition définitive de 20.000 actions gratuites attribuées le 12 avril 2021 par le Conseil d'administration sur délégation de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire du 5 juin 2020 (19^{ème} résolution) dans le cadre du Plan d'attribution gratuite d'actions 2021-1, la condition de de présence opposable à l'ensemble des bénéficiaires de ce Plan étant satisfaite par chacun d'eux au terme de la période d'acquisition, soit le 12 avril 2023.

Ces 20.000 actions gratuites ont été livrées aux bénéficiaires au travers d'une augmentation du capital de la Société d'un montant nominal de 2.500 euros par émission de 20.000 actions nouvelles de 0,125 euro de valeur nominale chacune.

Lors de sa réunion du 7 décembre 2023, le Conseil d'administration a constaté l'acquisition définitive de 34.700 actions gratuites attribuées le 30 novembre 2022 sur délégation de l'Assemblée Générale Mixte du 17 juin 2022 (17^{ème} Résolution) dans le cadre des Plans d'attribution gratuite d'actions 2022-1 et 2022-2, par les bénéficiaires ayant satisfait la condition de présence opposable à l'ensemble des bénéficiaires de ces Plans au terme de la période d'acquisition, soit le 1^{er} décembre 2023.

Ces 34.700 actions gratuites ont été livrées aux bénéficiaires au travers d'une augmentation du capital de la Société d'un montant nominal de 4.337,50 euros par émission de 34.700 actions nouvelles de 0,125 euro de valeur nominale chacune.

A l'occasion de cette même réunion, le Conseil d'administration a fait usage de la délégation conférée par l'Assemblée Générale Mixte en date du 12 juin 2023 aux termes de sa 18^{ème} résolution, et a décidé la mise en place du Plan d'attribution gratuite d'actions 2023-1, lequel prévoit (i) une période d'acquisition d'un an ayant pris effet le 7 décembre 2023 et arrivant à expiration le 7 décembre 2024 et (ii) une période de conservation d'un an à l'issue de la période d'acquisition, et au titre duquel ont été attribuées gratuitement 5.700 actions de la Société.

A la suite des diverses augmentations de capital visées ci-dessus, au 31 décembre 2023 et à la date du présent rapport, le capital social de la Société s'élève à 627.895,125 euros et est divisé en 5.023.161 actions de 0,125 euro de valeur nominale chacune.

Avancements des projets de recherche

La société travaille sur 3 thématiques technologiques :

1. L'évolution des gammes **VOKKERO**, dispositifs de communication sans fil
2. L'**Innovation sur les solutions Vidéo** (VOGOSPORT et VOGOSCOPE)
3. Le projet **DIAGINSPORT** pour la recherche des commotions cérébrales via la vidéo et l'audio.

VOKKERO

Sur 2023, les projets autour de la gamme VOKKERO peuvent être décomposés en 2 parties :

1. Evolutions des gammes ELITE (Sport) et GUARDIAN (industrie) :

Côté Sport, notre expansion à l'international nous a conduit à créer des variantes pour la Corée, le Brésil, l'Inde dans un contexte réglementaire complexe nécessitant un haut niveau de technicité sur les parties RF.

A cela s'ajoute des travaux pour améliorer la résistance aux perturbateurs de nos solutions dans un contexte où l'usage du spectre est de plus en plus intense dans les stades (Intensification du LTE/4G, de plus en plus de systèmes sans-

fil. Ces nouvelles contraintes ont conduit outre l'exploitation de notre brevet à une modification pour améliorer le « blocking » (Réjection des systèmes hors bande).

Ces travaux concernent autant les terminaux de communication, que les gateways en bord de terrain à savoir les WIs (Wireless Interfaces) et les ESGs (ELITE Smart Gateway).

Cette dernière a également bénéficié de l'intégration des nouvelles fonctionnalités innovantes.

Côté Industrie, la gamme GUARDIAN a intégré de nouvelles innovations sur la partie traitement du signal audio de manière répondre à de nouvelles exigences du marché. Cela se caractérise pour la recherche et le filtrage de nouvelles signatures comme la « détection et filtrage des avertisseurs de recul dans le BTP », etc.

2. Evolutions moyen / long terme

Plusieurs sujets sont abordés dans cette partie :

- la diffusion du son des arbitres (dans le football) à la télévision. Cela nécessite des produits avec une qualité audio dite broadcastable dans un environnement où les conversations les plus intéressantes sont souvent celles où il y a le plus de bruits environnants. Cela nécessite un travail tant sur les terminaux de communications que sur les accessoires audios ;
- le démarrage de la création d'une nouvelle plateforme technologique pour la gamme VOKKERO qui sera la base des futures générations de produits. Cela se traduit par la plateforme des métiers (BSP, TDMA, audio...) de manière à faciliter l'évolution des gammes et l'intégration de nouvelles compétences (FPGA...) pour permettre l'intégration de notre future radio « SDR » développée dans le cadre du projet VOK23 ;
- la poursuite du projet VOK23 sur la compression parole par intelligence artificielle (ratio 1/100) via notre travail de thèse et l'intégration du SDR (Software Defined Radio) par la poursuite conception et l'internalisation du savoir-faire.

Tous ces travaux se sont faits en partenariat avec nos experts métiers externes tant indépendants qu'académiques.

INNOVATIONS VIDEO

3. Slow motion et Zoom

Nous sommes arrivés au terme du contrat de collaboration signé avec le centre de recherche et d'innovation CEA Tech, impliquant les équipes du CEA-LIST à Saclay et celles de CEA Tech en Occitanie.

Les algorithmes d'intelligence artificielle développés pour permettre des fonctions de Zoom (x2, x4, x8, x16) et de Slowmotion (x2, x4, x8) en environnement sportifs ont progressés mais pas suffisamment pour être exploités dans les solutions Vidéo de VOGO. Ces travaux sont mis de côté pour l'instant et pourront être repris ultérieurement en fonction des progrès de l'état de l'art.

4. Acquisition vidéo

La conception d'un système d'acquisition vidéo permettant la visualisation panoramique d'un terrain de sport, associé à un algorithme qui officie en tant que « réalisateur automatique » se poursuit. Ce produit permettra aux événements de ligues secondaires d'être filmés de manière autonome. Les travaux effectués 2023 ont permis la création d'une gamme de caméras :

- panoramique par du traitement numérique : vue d'ensemble ;
- asservissement PTZ : vue précise d'excellente qualité ;
- spécification des optiques pour optimiser la qualité d'image ;
- création armature support générique.

En parallèle de cela des projets ont été réalisés pour :

- le comptage et suivi de nageurs dans un bassin et piscines pour répondre à des opportunités commerciales ;
- l'intégration de l'intelligence artificielle dans notre technologie VAR (Video Assistant Referee) de manière à créer une homographie terrain automatique et à permettre de simplifier et aussi d'automatiser une partie des opérations de la fonction VOL (Virtual Off Line).

DIAGINSPORT

Dès sa création, VOGO a placé la santé et la protection des athlètes au cœur de ses solutions en développant des technologies vidéo à destination des professionnels permettant d'optimiser l'efficacité des protocoles existants en matière de détection des commotions cérébrales survenant lors de la pratique sportive. Cette expertise s'illustre en particulier dans les partenariats déployés depuis plus de 5 ans avec la Ligue Nationale de Rugby pour les rencontres du Top 14 et de Pro D2. Fort de cette légitimité acquise sur les terrains, une nouvelle ambition s'est rapidement imposée : réfléchir à une solution intégrée et clefs en main de détection et d'accompagnement des commotions cérébrales pour tous les sportifs professionnels ou amateurs, toutes disciplines confondues en pratique collective (Football, Rugby, ...) et individuelle (Equitation, Cyclisme, Sports de glisse, Judo et autres sports de combat ...). La mobilisation des clubs et des fédérations a été immédiate avec l'adhésion du club de rugby à XIII des Dragons Catalans, de la Fédération Française de Football, de la Fédération Française de Judo, de la Ligue Régionale d'Ile de France de Rugby ainsi que de la Fédération Française de Rugby.

5 millions de sportifs font face au risque d'une commotion cérébrale en France et 100 millions en Europe ainsi qu'aux Etats-Unis où elle est considérée comme un « fléau national » par les instances médicales. Contrairement aux idées reçues, elle concerne la plupart des sports collectifs avec une prévalence accrue pour les femmes et les jeunes de moins de 20 ans. Et trop souvent, les conséquences médicales et économiques peuvent être lourdes pour les personnes et la collectivité.

Face à cette situation, il devient prioritaire d'apporter des solutions permettant d'augmenter la détection des lésions en complément des protocoles existants, tout en développant la recherche de bonnes pratiques pour minimiser les accidents. Cette urgence est aujourd'hui largement partagée par les responsables médicaux, les organisations fédérales et les athlètes dans un contexte de médiatisation croissante du sujet et d'augmentation des données scientifiques disponibles sur le sujet.

L'ambition du Groupe est l'élaboration d'une solution innovante permettant de faciliter les prises de décision des personnels médicaux et des acteurs de terrain. Cette solution doit répondre à des impératifs de simplicité d'utilisation et de facilité de déploiement avec un objectif simple : améliorer les taux de détection des commotions et leur prise en charge en complément des protocoles existants, tout en permettant un suivi de tous les pratiquants commotionnés dans la durée, avec l'objectif d'une reprise de l'activité sportive dans les meilleures conditions de sécurité.

Au sein du monde académique et de la recherche, le Groupe pourra s'appuyer sur les recherches de pointe et l'innovation du CNRS à travers le laboratoire Sys2Diag 1 (CNRS / ALCEN) dans le domaine du diagnostic médical ; sur l'expertise en modélisation biomécanique des impacts et de leurs conséquences de l'Institut de Biomécanique Humaine Georges Charpak d'Arts et Métiers Sciences et Technologies ; sur l'expertise des équipes de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris du Professeur Decq de l'hôpital Beaujon en neurochirurgie et commotions cérébrales associées avec le service d'Epidémiologie et de Biostatistiques de l'hôpital Bichat ; et sur les compétences en neuropsychologie et neurosciences cognitives des laboratoires PSITEC de l'Université de Lille et VAC de l'Université de Paris.

Ces travaux de recherche seront valorisés par les différents partenaires industriels et technologiques. Chef de file du consortium, Vogo apportera son savoir-faire dans le traitement du signal vidéo et audio pour l'étude des impacts, Move in Med apportera sa capacité d'agrégation de l'ensemble des résultats et diagnostics, et SkillCell son expérience en développement de tests portables et rapides.

En 2022, une étude de faisabilité technique a été réalisée conjointement avec le Professeur Decq dans un cas d'ataxie au Judo, conduisant à l'élaboration d'un programme technique qui a démarré en 2023. Ce travail s'inscrit dans le sous-projet DISNUM (Diag-in-sport numérique), mené avec Move in Med ainsi que l'IBHGC (Institut de

Biomécanique humaine Georges Charpak) et focalisé sur la modalité vidéo et la numérisation du profil santé des athlètes.

L'année 2023 a permis la construction du projet DISNUM au sein de DIAGINSPOORT.

Côté VOGO, la feuille de route est la suivante :

- 1 avoir des outils de prises de vues optimales pour les sports non diffusés (en lien avec les travaux « Acquisition vidéo » décrits dans le précédent paragraphe ;
- 2 développer des algorithmes de détection automatique de tous les chocs à la tête pendant un match ;
- 3 reconnaître automatiquement les joueurs et leur créer une base de données personnelles concaténant l'ensemble de ces chocs (Historisation des chocs pour revue médicale) ;
- 4 caractériser l'ensemble des chocs (Accélération, localisation, Energie...) ;
- 5 et finalement en définir une valorisation de type HIC et/ou Gambit propres à la commotion cérébrale.

En 2023 :

- VOGO a reçu la confirmation d'un financement de 800 k€ de la part de la région Occitanie et de la métropole de Montpellier pour le projet DISNUM. Cela nous permettra d'accélérer les travaux à compter de 2024 ;
- VOGO a également réalisé des travaux « Action Spotting » en collaboration avec la société DEEPTIMIZE. L'Action Spotting consiste à détecter des actions de jeux spécifiques (passes, plaquages...) et constitue donc un prérequis au point 2. ci-dessus : « algorithmes de détection automatique de tous les chocs à la tête » ;
- pour DISNUM, la collaboration technologique se fera essentiellement avec l'institut CHARPAK ;
- une prise de conscience beaucoup plus forte sur l'importance de détecter les commotions dans de nombreux sports.

METASPORT

VOGO a rejoint en 2022 le projet porté par le FCG (Football Club de Grenoble rugby), destiné à optimiser les entraînements de ses athlètes.

Pour VOGO, l'ambition du projet est de développer une solution numérique non intrusive, permettant de quantifier la performance des athlètes et d'interagir de manière optimisée pour l'améliorer (progrès techniques sur les gestes et sur l'efficacité au poste, stratégies de récupération physique). VOGO a pour objectif de quantifier la performance des athlètes à partir de flux vidéo uniquement, éliminant tout appareil porté par les athlètes. Ce projet inclut l'IBHGC (Institut de Biomécanique Humaine Georges Charpak) qui aura pour mission de caractériser la cinématique articulaire propre à chaque athlète, proposant ainsi un profil unique.

Ce projet, encore d'actualité, est dans l'attente d'un financement et n'a donc pas avancé en 2023. Il fait actuellement l'objet d'une demande de subvention I-Démo pour laquelle nous attendons une réponse au sein du consortium piloté par le FCG.

Technologie

Le cœur du dispositif VOGO SPORT est la VOGO BOX. L'ensemble des VOGO BOX installées dans les enceintes sportives sont assemblées par VOGO ou, dans certains cas, par des intégrateurs. La VOGO BOX est composée des éléments électroniques standards suivants : rack informatique, serveur permettant l'acquisition et la compression des images vidéo, routeur, écran, et clavier.

A fin 2018, un parc d'environ soixante VOGO BOX a été déployé et est en activité, sur la base d'un modèle de commercialisation direct en France et indirect à l'international

L'assemblage de la VOGO BOX relève d'un processus maîtrisé en interne depuis 2016. Cette industrialisation, maîtrisée et standardisée, permet une production en interne et en externe, d'ores et déjà contractualisée avec des intégrateurs.

Le serveur VOGO BOX peut être installé soit dans la salle technique de l'enceinte sportive, soit à proximité du camion de production TV. Il récupère les flux vidéo des caméras via des câbles SDI (Serial Digital Interface) et les transforme en flux réseaux afin de les diffuser sur les bornes Wi-Fi de l'enceinte.

Les utilisateurs réceptionnent alors instantanément les flux sur leurs smartphones dans l'enceinte sportive.

L'innovation technologique de VOGO réside dans sa capacité à diffuser plusieurs flux vidéo en temps réel (Very High Wifi Density Network) au sein d'une même enceinte, indépendamment du nombre de personnes connectées, sans latence et sans saturation de la bande passante. La solution permet également de choisir l'angle de vue dans l'enceinte sportive selon 4 à 16 flux disponibles, de revenir en arrière sur n'importe lequel des flux (TimeShifting) et d'accéder à une fonction de ralenti (slow motion) et de zoom en temps-réel sur chacun des flux vidéo.

VOGO commercialise deux solutions de l'application :

- Une solution destinée aux spectateurs ;
- Une solution destinée aux professionnels de l'industrie du sport (médecins, arbitres, entraîneurs, etc.).

Ces deux solutions utilisent la même technologie. Seule l'infrastructure réseau est adaptée en fonction des besoins du client.

Notre solution audio Vokkero repose sur ce que nous appelons la communication audio en environnements difficiles visant à améliorer les performances dans le sport et l'efficacité et la sécurité dans l'industrie et les services. Ainsi les technologies mise en œuvre permettent de :

- Supprimer complètement les bruits de fond et créer un environnement calme dans lequel la communication est rendue possible,
- Améliorer l'intelligibilité de la parole dans une communication multi-utilisateurs,
- Changer la donne pour les utilisateurs en améliorant l'efficacité du travail sans être invasif (pas de bouton "Push-to-Talk" et configuration très intuitive,
- Améliorer la sécurité pour les intervenants en zone à risques (Nucléaires, Médical, Risque chimique...).

Nos solutions audios sont prêtes à l'emploi, quel que soit le nombre d'utilisateurs, elles ne nécessitent aucune configuration spécifique. Les terminaux communiquent directement entre eux et aucune base, aucune infrastructure n'est requise lors de la mise en place du système.

La communication instantanée des produits Vokkero améliore l'expérience des utilisateurs dans la mesure où nous assurons une connexion continue et sécurisée des utilisateurs.

Nos technologies sont éprouvées pour résoudre les problèmes de communication dans la plupart des environnements exigeants. Grâce à son savoir-faire unique et à sa technologie propriétaire en matière de traitement des signaux audio, Vokkero fournit le seul système qui crée une bulle totalement silencieuse permettant de communiquer dans les environnements les plus bruyants, où les conversations à distance ou même en face à face sont impossibles.

Vokkero a démontré le potentiel de ses produits très performants auprès des arbitres des sports d'élite et a depuis élargi ses solutions pour répondre aux marchés plus larges du sport, de l'industrie, des services et du Pro Audio (Entertainment).

Développement commercial

Sur l'année, le chiffre d'affaires atteint 8.5 M€ contre 10.5 M€ sur l'exercice 2022, en repli de 20%.

Le chiffre d'affaires du second semestre s'établit à 4.8 M€, en croissance d'environ 30% par rapport à la première partie de l'année, matérialisant les premiers bénéfices du modèle TaaS (Technology as a Service) encouragé par une part importante de nouveaux clients et adopté par VOGO à compter du début de l'exercice 2023.

Si la mise en place de ce modèle a pesé transitoirement et facialement sur le chiffre d'affaires en raison d'un étalement des facturations, il bénéficie d'avantages majeurs qui s'inscrivent positivement dans l'activité et les résultats dès le second semestre 2023 et, a fortiori, dès 2024 :

- Un développement des revenus récurrents (vs des ventes pures) avec la mise en place de contrats portant sur des périodes d'engagement de 3 à 5 ans (voire 7 ans) ;
- Une hausse de la contribution des commandes réalisées en direct avec les donneurs d'ordre de premier ordre ;
- Une fidélisation renforcée du portefeuille clients avec un potentiel accru d'extension des ventes de solutions technologiques audio et vidéo sur la base installée ;
- Un effet de levier sur la rentabilité grâce à l'appréciation de la marge brute adossée aux contrats signés sur ce nouveau modèle.

Sur l'exercice 2023, le chiffre d'affaires atteint 8.5 M€. La part export s'élève en 2023 à 6 M€ (71% du chiffre d'affaires).

Toutes les zones géographiques sont impactées par cette baisse de chiffre d'affaires à l'exception de la zone Asie Pacifique ET Amérique du Sud qui progresse de 5% pour s'établir à 0.7M€.

Malgré la baisse significative du chiffre d'affaires, mais grâce à la bonne maîtrise de la structure de charges l'EBITDA de l'année reste positif, alors qu'il était nettement négatif au cours du 1^{er} semestre 2023.

Sur l'ensemble de l'exercice, les charges d'exploitation ont été bien maîtrisées, avec en particulier une baisse des charges externes de 15% et une augmentation modérée des charges de personnel (+13% par rapport à 2022) nécessaire pour accompagner la dynamique commerciale observée au cours des derniers mois.

Le résultat d'exploitation affiche quant à lui une perte de 1.5 M€, intégrant les efforts R&D toujours importants pour renforcer l'avance technologique du Groupe.

Au total, le résultat net affiche une perte de 1.2M€.

A fin décembre 2023, les capitaux propres s'élevaient à 10.5 M€ contre 6.8 M€ à fin décembre 2022. La trésorerie brute ressortait à 1,1 M€ contre 2,2 M€ à fin 2022, intégrant le produit de l'augmentation de capital réservée intégralement à ABEO réalisée en avril 2023.

La consommation de trésorerie annuelle intègre le financement de stocks dans le cadre du déploiement du modèle TaaS pour sécuriser l'exécution des commandes embarquées. Au-delà de l'amélioration attendue des résultats, cette consommation devrait se réduire en 2024, le financement des équipements étant désormais assuré par crédit-bail, plus adapté au nouveau modèle TaaS.

Par ailleurs, il est à noter que la situation financière à fin décembre n'intègre pas le produit de l'augmentation de capital de 5 M€ avec maintien du DPS annoncée en avril 2024.

Cette année encore, VOGO entend être au rendez-vous dans la dynamique internationale et l'amélioration de ses résultats.

Cette confiance est confortée par l'accélération constatée au cours des derniers mois des prises de commandes. Pour rappel, entre 2022 et 2023, elles auront progressé de 28% à plus 13,5 M€. Cette dynamique se poursuit depuis le début de l'année, offrant au Groupe une bonne visibilité sur l'exercice en cours.

Dans le sport, VOGO commencera à profiter pleinement des certifications FIFA obtenues au cours de l'été 2023. Ces certifications dédiées aux applications vidéo d'assistance à l'arbitrage et valables jusqu'en 2027 constituent un accélérateur majeur pour le Groupe, à la fois dans le football et sur d'autres disciplines majeures. Dans l'industrie, les perspectives sont également très favorables, avec une reprise constatée de la demande après un exercice 2023 contrasté.

Sur le terrain des offres, VOGO entend poursuivre les efforts d'innovation sur ses quatre grands domaines d'expertise : assistance à l'arbitrage, amélioration des performances des sportifs, assistance à la détection des commotions cérébrales et solutions pour les fans.

Par ailleurs, VOGO poursuivra cette année ses efforts d'innovation afin de conserver son avance technologique. Ces efforts porteront notamment sur la poursuite des programmes de recherche du consortium pluridisciplinaire dédié à la commotion cérébrale dont VOGO est le chef de file.

Sur l'ensemble de l'exercice, les charges d'exploitation ont été bien maîtrisées, avec en particulier une baisse des charges externes de 28% et une augmentation modérée des charges de personnel (+3% par rapport à 2022) nécessaire pour accompagner la dynamique commerciale observée au cours des derniers mois.

Le résultat d'exploitation affiche quant à lui une perte de 2,2 M€, intégrant les efforts R&D toujours importants pour renforcer l'avance technologique du Groupe. A noter que cette perte dépassait les 1,4 M€ au premier semestre confirmant, là encore, l'inflexion de tendance observée au second semestre.

Au total, le résultat net part du Groupe affiche une perte de 2,0 M€.

un accélérateur majeur pour le Groupe, à la fois dans le football et sur d'autres disciplines majeures. Dans l'industrie, les perspectives sont également très favorables, avec une reprise constatée de la demande après un exercice 2023 contrasté.

Sur le terrain des offres, VOGO entend poursuivre les efforts d'innovation sur ses quatre grands domaines d'expertise : assistance à l'arbitrage, amélioration des performances des sportifs, assistance à la détection des commotions cérébrales et solutions pour les fans.

Par ailleurs, VOGO poursuivra cette année ses efforts d'innovation afin de conserver son avance technologique. Ces efforts porteront notamment sur la poursuite des programmes de recherche du consortium pluridisciplinaire dédié à la commotion cérébrale dont VOGO est le chef de file.

Contrôle fiscal

L'administration fiscale a adressé un avis de vérification pour les années 2020 à 2022. Le contrôle a débuté en octobre 2023 et se poursuit.

Événements postérieurs à la clôture

Une augmentation de capital de 5 000K€ avec maintien du droit préférentiel de souscription a été décidée par le conseil d'administration du 4 avril 2024. Le prix de l'action a été fixé à 4.04€.

La période de souscription se terminera le 2 mai 2024.

Concernant l'offre VOGOSCOPE, 1er kit clé-en-main de captation multi-caméras et de diffusion vidéo Live & Replay destinée aux sports amateurs, aux centres d'entraînement et aux collectivités, VOGO et ABEO ont signé le 10 avril 2024 d'un accord relatif au rachat par VOGO de la participation de 51% d'ABEO dans la joint-venture VOGOSCOPE pour un montant d'environ 200.000 €. Ce rachat permettra de simplifier l'offre marketing et son intégration dans le catalogue des solutions technologiques offertes par VOGO pour mutualiser la réponse aux besoins de toutes les disciplines sportives. Constituée sous forme de société par actions simplifiée, VOGOSCOPE est actuellement détenue à 51% par ABEO et à 49% par VOGO. Après cette opération de rachat qui devrait être finalisée au cours du 2ème trimestre 2024, ABEO continuera à s'investir pleinement aux côtés de VOGO auprès de sa clientèle diversifiée (salles de sport, centres de loisirs, gymnases, salles d'escalades, écoles, etc.) partout à travers le monde.

La dynamique commerciale engagée lors du second semestre se poursuit en 2024.

Le modèle de Technology as a Service permet la signature de nouveaux contrats dans le domaine du sport :

- Contrat VAR Costa Rica via Quality :
- Chaîne audio pour projet VAR en Malaisie
- Extension du contrat EHF pour les final four European League Men + Women :
- Equipement Unity football amateur fédé espagnole

L'activité audio continue son développement international

- Equipement Elite arbitres 2nde ligue NL
- Equipement Elite CAF
- Equipement Elite Swedish FA

Pour l'industrie, 2 débuts de collaboration avec Stellantis et Razel Bec et 3 nouveaux distributeurs ouverts en Pologne, Allemagne et Italie.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'Autorité des Normes Comptables (modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014) relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les données chiffrées présentes dans les notes annexes sont établies en euros.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes.

Immobilisations incorporelles

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les coûts correspondants aux développements de projets sont reconnus en actif incorporel lorsque les critères suivants sont remplis :

- La société a la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme.
- La société a l'intention de conduire le projet de développement à son terme et de l'utiliser ou de le vendre.
- La société a la capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- La société dispose des ressources nécessaires (techniques, financières et autres) afin de terminer la mise au point du développement et d'utiliser ou de commercialiser le produit développé.
- Il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux produits développés aillent à la société.
- Les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle pendant son développement peuvent être mesurées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne respectent pas ces critères sont reconnues en charges de l'exercice.

Les coûts de développement activés sont liés aux applications VOGOSPORT, VOGOSCOPE et aux solutions VOKKERO et concernent essentiellement des dépenses de personnel, des frais liés à l'audit de la sécurité du développement et des coûts relatifs aux dépôts de brevets, et sont amortis sur 3 ans.

Les autres immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Brevets 3 à 5 ans
- Logiciels 1 an

Les coûts de développement activés et les autres immobilisations incorporelles sont testés s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture, et peuvent faire l'objet d'une dépréciation au cas par cas, lorsque leur valeur actuelle devient inférieure à leur valeur comptable. Les dépréciations sont directement inscrites à l'actif en diminution de la valeur des éléments correspondants.

Les frais de R&D capitalisés ont été comptabilisés dans le poste « Immobilisations incorporelles ». Ils font l'objet d'un suivi et sont évalués selon l'avis n°2004-15 du CNC. Ils sont activés dès lors que les nouvelles fonctionnalités apportées ou qu'une nouvelle version de l'application sont opérationnelles.

Ainsi, les montants brut totaux des immobilisations se ventilent de la manière suivante au 31/12/2023 :

Immobilisations incorporelles :	9 916 K€
Fond commercial :	3 643 K€
R&D capitalisée :	4 142 K€
Brevets :	53 K€
Immo.incorporelles en cours :	2 078 K€

(Cf. § Immobilisations-Amortissements)

Le fonds de commerce n'est pas amorti. Il fait l'objet d'une dépréciation si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable nette. Au 31 décembre 2023, le fonds de commerce Vokkero a fait l'objet d'un test de dépréciation. A ce titre, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 31 décembre 2023. Des tests de sensibilité ont également été réalisés, ils n'ont pas donné lieu à dépréciation.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, la méthode des composants est utilisée en fonction de la durée de vie restante de chaque composant distinct dès lors qu'elle est applicable. Les périodes d'amortissements pratiquées sont les suivantes :

- Installations et agencements divers de 7 ans à 10 ans
- Matériel informatique 3 ans
- Mobilier de bureau de 4 ans à 7 ans

Ainsi les montants bruts totaux des immobilisations se ventilent de la manière suivante au 31/12/2023 :

Immobilisations corporelles :	1 479 K€
Installations techniques :	728 K€
Installations et agencements	266 K€
Matériel de transport :	2 K€
Matériel informatique :	383 K€
Mobilier :	100 K€

(Cf. § Immobilisations-Amortissements)

De même que les immobilisations incorporelles, ces actifs sont testés s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture.

Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participations est constituée du coût d'achat de ces titres. Les frais d'acquisition sont pris en charge l'année où ils interviennent. A chaque clôture, une dépréciation est constituée lorsque la valeur brute des titres est supérieure à l'estimation de la valeur d'utilité des titres concernés.

Les provisions sur titres et créances rattachées sont constituées dès que la valeur brute comptable de la participation est supérieure à la quote-part détenue dans les capitaux propres ajustés, afin de tenir compte de certains engagements souscrits par la société mère et des perspectives d'évolution de la filiale.

Ces perspectives sont appréciées sur la base de projections de flux financiers futurs, à partir des hypothèses les plus probables retenues par la direction. Au 31 décembre des tests de sensibilité ont également été réalisés, ils n'ont pas donné lieu à dépréciation.

Le cas échéant, les provisions constituées en vue de couvrir le risque filiale est intégralement comptabilisé en charges financières, qu'il s'agisse de la dépréciation des participations, des créances financières rattachées, ou du complément de provision constitué en provision pour risques, le cas échéant.

Les abandons de créances et subventions consentis aux filiales sont également comptabilisés dans le résultat financier.

Les opérations liées au contrat de liquidité que la société a passé avec un intermédiaire financier sont comptabilisées en conformité avec l'avis CU CNC n°98-D et avec le bulletin CNCC n°137 – mars 2005 :

Les actions propres détenues sont comptabilisées en Autres immobilisations financières - Actions propres. Une dépréciation est enregistrée par référence au cours moyen de bourse du dernier mois de l'exercice si celui-ci est inférieur au cours d'achat. Pour la détermination du résultat de cession, la méthode Premier entré – Premier sorti est appliquée

Les espèces versées à l'intermédiaire et non encore utilisées sont comptabilisées au compte autres immobilisations Financières – Autres créances immobilisées.

Immobilisations financières :	5 258 K€
-------------------------------	----------

- Titres de participations :	4 938 K€
- Dépôts versés :	121 K€
- Contrat de liquidité :	195 K€
- Rachats actions	4 K€

Les sommes mises à disposition de la société CM-CIC, dans le cadre du contrat de liquidité mis en place lors de l'introduction en bourse sont comptabilisées en autres immobilisations financières.

Au 31 décembre 2023 ces sommes s'élevaient à 195 k€ et étaient constitués de 15 600 titres et de 127 K€ en cash.

(Cf. § Filiales et participations pour la filiale VOGO Canada, la filiale VOGO NA et la filiale VOGO UK)

Stocks

Les stocks sont évalués au prix unitaire moyen pondéré. La valeur brute des matières, marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et exclu les frais accessoires.

Les éventuels produits fabriqués ou en cours de fabrication ou de travaux sont valorisés au coût de revient.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date d'arrêté des comptes. La valeur actuelle, correspondant à la valeur probable de cession, est déterminée par application à la valeur brute des stocks d'un taux de dépréciation, variable selon la nature et l'ancienneté des produits.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas et sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les disponibilités sont composées principalement de dépôts à terme rémunérés et de liquidités sur des comptes courants bancaires. Les VMP sont évaluées selon la méthode dite FIFO.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes font l'objet de provision le cas échéant.

Subventions et avances conditionnées

La société bénéficie d'aides publiques sous forme de subventions d'exploitations ou d'avances conditionnées.

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits courants en tenant compte, le cas échéant, du rythme des dépenses correspondantes de manière à respecter le principe de rattachement des charges aux produits.

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « Avances conditionnées ».

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation contractuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée. Cette approche est conforme à la règle comptable 2000-06 du CRC.

Provisions pour engagement de départ à la retraite

Les salariés français du Groupe perçoivent, en application de la convention collective applicable, des indemnités de départ en retraite.

Sur la base d'une évaluation actuarielle, le montant de l'engagement s'élève à 312 K€ au 31 décembre 2023.

La méthode actuarielle utilisée pour cette évaluation est la « méthode des Unités de Crédit Projetées – Projected Unit Credit method ».

Afin de prendre en compte les effets de seuil liés à l'augmentation des droits par palier en fonction de l'ancienneté, il a été procédé à une affectation linéaire des droits sur la durée de vie active du salarié.

Hypothèses économiques

Taux d'actualisation (3.20%)

Taux de progression des salaires (2%)

Taux de charges sociales patronales (30% à 44%)

Hypothèses démographiques

Tables de mortalité (INSEE 2022)

Type de départ à la retraite (à l'initiative du salarié)

Age de départ en retraite (65 à 67 ans)

Opérations en devises étrangères

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de clôture. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan au poste « Ecart de conversion ». Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risque, pour leur totalité.

Dettes

Les dettes sont évaluées à leur montant nominal. Des intérêts courus sont comptabilisés le cas échéant.

Reconnaissance du chiffre d'affaires et des autres produits d'exploitation

Les revenus de la société résultent :

- de prestations de services auprès de clients finaux (installation de la solution, support technique et maintenance, mise à disposition de l'application avec location de la Vogobox)
- de la cession de licence de la solution VOGO SPORT auprès d'intégrateurs
- de commissions perçues dans le cadre de contrats de distribution
- de vente de produits (tablettes, kits audio etc...)
- de revenus connexes composés essentiellement de refacturations de matériel informatique (pièces détachées) nécessaires au déploiement des VOGOBOX dans le cadre de cession-bail comptabilisés en autres produits d'exploitation.

1) Les revenus des différentes prestations de service sont définis contractuellement ou déterminés en fonction des coûts de réalisation de chaque prestation lorsque le contrat ne définit qu'un prix global. Ainsi :

- La part du revenu liée à l'installation de la solution VOGO SPORT est reconnue dès lors que l'application est opérationnelle chez le client.
- La part du revenu liée au support technique et à la maintenance est reconnue en chiffre d'affaires en fonction des prestations assurées et dans le cas d'abonnements, les revenus sont étalés sur la durée du contrat.
- La part du revenu liée à la mise à disposition de l'application VOGO SPORT avec location de la Vogobox est répartie sur la durée du contrat.

2) Les revenus provenant de la cession de droit d'utilisation de la solution Vogosport sont reconnus en chiffre d'affaires dès lors que la licence est cédée au client, ce qui est matérialisée par la remise au client de la clé d'activation de la solution Vogosport.

3) Les commissions perçues dans le cadre de contrats de distribution sont reconnues en chiffre d'affaires à l'issue de la réalisation des prestations par le distributeur.

4) Les revenus provenant de la vente de produits sont enregistrés en chiffres d'affaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur.

- 5) Les revenus connexes provenant de cession-bail de matériel informatique sont enregistrés en autres produits d'exploitation, dès lors que le matériel est cédé à l'organisme financier.

Dans le cadre de son activité, la Société achète parfois directement le matériel nécessaire au déploiement de ses VOGOBOX et le refacture ensuite à des organismes financiers dans le cadre d'un financement par crédit-bail. Cette opération de cession-bail conduit :

- d'une part à constater l'acquisition de matériel informatique, cette acquisition étant comptabilisée dans les comptes de charges de gestion courante de la société ;
- puis à céder sans marge ce matériel aux organismes financiers, la cession du matériel étant comptabilisée en autres produits de gestion courante ;
- enfin à constater les redevances de crédit-bail en charges d'exploitation sur la durée du contrat de crédit-bail.

Crédit d'impôt

La Société justifie de dépenses remplissant les critères requis pour bénéficier du crédit d'impôt recherche et du crédit impôt innovation. Ce crédit d'impôt est déterminé conformément à la réglementation en fonction des dépenses engagées sur les projets concernés.

Le produit d'impôt ainsi généré est comptabilisé sur l'exercice concerné dans le poste « Impôts sur les sociétés ».

Résultat par action

Le résultat par action est calculé à partir du résultat et du nombre d'actions en circulation à la clôture de l'exercice.

Immobilisations – Amortissements

Etat exprimé en euros

	Valeur brute des immobilisations au 01/01/23	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des immobilisations au 31/12/23
IMMOBILISATIONS				
Fonds commercial	3 642 705			3 642 705
Frais de R&D	3 069 272	1 073 069		4 142 341
Autres immobilisations incorporelles	53 095			53 095
Immobilisations en cours	1 697 028	1 536 148	1 155 583	2 077 593
Installations générales, agencements et divers	967 372	27 079		994 451
Matériel de transport	1 960			1 960
Matériel de bureau et informatique	289 473	40 895		330 368
Matériel informatique R&D	52 308			52 308
Mobilier	92 253	7 669		99 922
Immobilisations financières	5 052 154	1 458 609	1 253 427	5 257 338
TOTAL GENERAL	14 917 620	4 143 469	2 409 009	16 652 081

Les frais de recherche représentent le montant de dépenses de personnel affectées au développement des solutions audio et vidéo et des brevets et les frais liés à l'audit de la sécurité du développement.

Les immobilisations en cours concernent des frais de R&D capitalisés (1 536K€).

Les frais d'émission de l'augmentation de capital de 2023 sont intégrés pour 65K€ en immobilisation en cours et sortis pour 83K€ du même compte.

AMORTISSEMENTS

	Montant des amortissements au 01/01/23	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant des amortissements au 31/12/23
Frais de R&D	2 171 173	589 699		2 760 872
Autres immobilisations incorporelles	95 029	94 109		189 138
Installations générales, agencements et divers	270 479	168 020		438 499
Matériel de transport	691	1 269		1 960
Matériel de bureau et informatique	185 301	61 598		246 899
Matériel informatique R&D	44 718	4 345		49 063
Mobilier	54 875	7 750		62 625
TOTAL GENERAL	2 822 266	926 790	0	3 749 056

Le Fonds de Commerce portant l'activité Vokkero comprend les principaux éléments suivants :

- La clientèle et l'achalandage o Les éléments mobiliers attachés à l'Activité
- Les immobilisations corporelles attachés à l'Activité (moules, bancs d'essais, etc.) ;
- Le carnet clients et prospectus attaché à l'Activité ; o L'ensemble des stocks dédiés à cette Activité ;
- Le site internet dédié à cette Activité ; o Les marques, brevets (notamment les quatre brevets principaux et les éléments relatifs au futur brevet en cours de développement) et tous autres éléments de propriété intellectuelle afférents à cette Activité qui ont été préalablement déposés ;
- Le personnel

Charges à payer (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%*
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	29 079	10 210	18 869	185%
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 966 079	2 920 589	45 490	2%
Dettes fiscales et sociales	1 031 389	1 457 819	- 426 430	-29%
Dettes fournisseurs d'immobilisation		166 667	- 166 667	100%
Autres dettes	24 461	15 964	8 497	53%
TOTAL	4 051 008	4 571 249	-520 241	-11%

Détail des detes fiscales et sociales	31/12/2023
---------------------------------------	------------

Salaires et provision pour congés payés	319 717 €
Charges sociales Urssaf et charges patronales	530 136 €
Charges fiscales Taxe apprentissage et formation	22 842 €
TVA	144 906 €
Autres charges fiscales	13 790 €

Créances et dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	319 832		319 832
	Clients douteux ou litigieux	28 991	28 991	
	Autres créances clients	2 692 842	2 692 842	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 522	1 522	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 259	10 259	
	Impôts sur les bénéfices	710 926	710 926	
	Taxes sur la valeur ajoutée	307 504	307 504	
	Autres impôts, taxes versements assimilés	2 290	2 290	
	Divers	85 800	85 800	
	Groupes et associés (2)	1 186 378	1 186 378	
	Débiteurs divers	830 432	830 432	
	Charges constatées d'avance	13 859	13 859	
	TOTAL DES CREANCES	6 190 635	5 870 803	319 832
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. Dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine (1)		-		
	Emp. Dettes ets de crédit à plus d'1 an à l'origine (1)	6 035 723	1 959 742	4 075 980	
	Emprunts et dettes financières divers	40 000	40 000		
	Avances conditionnées	166 667	33 333	129 167	4 167
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 966 079	2 416 509	549 570	
	Personnel et comptes rattachés	299 227	299 227		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	533 013	533 013		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	144 906	144 906		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	54 244	54 244		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-		
	Groupes et associés (2)	264	264		
	Autres dettes	97 462	97 462		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	287 858	287 858		
	TOTAL DES DETTES	10 625 442	5 866 558	4 754 717	4 167
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		1 855 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		1 711 413			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Les nouveaux emprunts d'un montant de 1 855K€ ont été contractés pour participer au financement des projets de R&D.

Les produits constatés d'avance concernent les prestations de service et locations de solutions technologiques sur l'année 2024.

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2023	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Intervention BPI France Financement BNP		480 000	
Nantissement fonds de commerce BNP		960 000	
Nantissement FDC CIC		1 000 000	
Nantissement FDC CIC		330 000	
Total		2 770 000	0
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés		312 926	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		3 082 926	0
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2023	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS	Du capital social début exercice		4 090 095,00	0,1250	511 261,88
	Augmentation de capital (Plan AGA)		898 366,00	0,1250	112 295,75
	Du capital social fin d'exercice		4 988 461,00	0,1250	623 557,63

L'augmentation du capital social est consécutive à :

- (i) l'acquisition définitive :
 - de 20.000 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2021-1, représentant une augmentation de capital de 2.500 euros ;
 - de 6.000 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2021-3, représentant une augmentation de capital de 750 euros ;

- de 2.800 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2021-4, représentant une augmentation de capital de 350 euros ;
 - de 3.700 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2022-1, représentant une augmentation de capital de 462,50 euros ; (iii)
 - de 31.000 actions attribuées gratuitement dans le cadre du Plan 2022-2, représentant une augmentation de capital de 3.875 euros. (iii)
- (ii) l'opération d'augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 108.695,75 euros par voie d'émission de 869.566 actions ordinaires nouvelles réservée à la société ABEO.
- (iii) L'attribution de ces actions gratuites a bien eu lieu au 31/12/2023 mais l'augmentation de capital correspondante sera comptabilisée en début d'année 2024.

Le tableau ci-après résume les bons de souscriptions acquis et non-levés au 31 décembre 2023 :

BSPCE	Emis	Bons Annulés le 3 avril 2023	Exercés	Solde de bons exerçables	Dont souscrits	Dont non attribués	Caducités
12/04/2021	14 800	2 400	-	12 400	-	-	-

L'annulation de 2.400 BCE-2021-1 a été constatée par le Conseil d'administration le 3 avril 2023 ainsi à la clôture de l'exercice le solde des bons exerçables était de 12.400.

Variation des Capitaux propres

<i>Etat exprimé en euros</i>	Capitaux propres ouverture 01/01/2023	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/23
Capital social	511 262			112 296	623 558
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	17 374 419			4 805 195	22 179 614
Ecarts de réévaluation					
Réserve légale	624				624
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	11 863				11 863
Report à nouveau	(10 667 754)	-645 505			-11 313 259
Résultat de l'exercice	(645 505)	645 505		(1 180 517)	-1 180 517
Subventions d'investissement	200 790			-20 273	180 517
Provisions réglementées					
TOTAL	6 785 700	0	0	3 716 701	10 502 401

Date de l'assemblée générale	12/06/2023
Dividendes attribués	0
¹ dont dividendes provenant du résultat n-1	0
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1	6 785 700
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif	6 785 700
² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure	3 716 701

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 12 juin 2023, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 (645 504.90€) a été affecté en report à nouveau.

Actions Propres

La Société a conclu, le 24 décembre 2018, avec CM-CIC, un contrat de liquidité et y a affecté la somme de 100 k€.

Deux versements complémentaires ont été effectués durant l'exercice 2019 pour un montant de total de 150K€ ce qui portait le montant de trésorerie affecté au contrat au 31/12/19 à 250K€.

Opérations de l'exercice

Compte tenu des achats et ventes effectués au cours de l'exercice 2023, le solde du contrat de liquidité était de 15.600 actions au 31 décembre 2023. A cette date, la valeur en portefeuille s'élevait à 79.248 euros, sur la base du cours de clôture au 31 décembre, soit 5,08 euros.

Les actions détenues au travers de ces opérations sont présentées au bilan au débit des réserves consolidées ou en VMP pour la partie devant être utilisée pour des attributions d'actions gratuites aux salariés (0 K€ au 31/12/2023).

Plans d'actions gratuites

Au cours de l'exercice 2023, lors de sa réunion en date du 7 décembre, le Conseil d'administration a fait usage de la délégation conférée par l'Assemblée Générale Mixte en date du 12 juin 2023 aux termes de sa 18^{ème} résolution, et a décidé la mise en place du Plan d'attribution gratuite d'actions 2023-1.

Seule une condition de présence au moment de l'acquisition des actions gratuites est requise.

Les plans d'attribution gratuite d'actions existants à la date du présent rapport sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

Informations sur les actions attribuées gratuitement							
Date d'assemblée Générale	5 juin 2020 (Plan 2021-1)	5 juin 2020 (Plan 2021-2)	4 juin 2021 (Plan 2021-3)	4 juin 2021 (Plan 2021-4)	17 juin 2022 (Plan 2022-1)	17 juin 2022 (Plan 2022-2)	12 juin 2023 (Plan 2023-1)
Date d'attribution des actions par le Conseil d'administration	12 avril 2021	12 avril 2021	27 septembre 2021	10 décembre 2021	30 novembre 2022	30 novembre 2022	7 décembre 2023
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	40.000	5.000	6.000	3.800	4.200	32.000	5.700
Dont nombre total d'actions attribuées aux mandataires sociaux de la Société	0	0	0	0	0	15.000 ⁽¹⁾	0
Date d'acquisition définitive des actions	12 avril 2022 12 avril 2023	12 avril 2022	31 décembre 2022	10 décembre 2022	1 ^{er} décembre 2023	1 ^{er} décembre 2023	7 décembre 2024
Date de fin de période de conservation	12 avril 2023 12 avril 2024	12 avril 2023	31 décembre 2023	10 décembre 2023	1 ^{er} décembre 2024	1 ^{er} décembre 2024	7 décembre 2025
Nombre d'actions définitivement attribuées à la date du présent rapport	40.000	5.000	6.000	2.800	3.700	31.000	0
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques à la date du présent rapport	0	0	0	1.000	500	1.000	0
Actions attribuées restantes à la date du présent rapport	0	0	0	0	0	0	5.700

(1) Attribution gratuite d'actions au profit de Monsieur Pascal SAGUIN, Directeur Général Délégué, lequel est tenu, conformément aux dispositions de l'article L.225-197-1, II al.4 du Code de commerce, de conserver au nominatif un minimum d'une action jusqu'à la cessation de ses fonctions.

Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise

	BCE 2021-1	BCE 2021-2
Date d'assemblée générale	5 juin 2020	5 juin 2020
Date du Conseil d'administration	12 avril 2021	12 avril 2021
Nombre d'actions total pouvant être souscrites ou achetées	4.800	10.000
Prix d'exercice	10,38 €	10,38 €
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre 2023	0	0
Nombre cumulé de bons de souscriptions ou d'achat actions annulées ou caduques	2.400 ⁽¹⁾	0
Bons de souscription susceptibles d'exercice au 31 décembre 2023	2.400	10.000

(1) La caducité de 2.400 BCE-2021-1 a été constatée par le Conseil d'administration le 3 avril 2023.

Autres fonds propres

Les autres « Fonds propres » d'un montant de 166 667€ au 31 décembre 2023 sont constitués exclusivement d'avances conditionnées auprès de BPI.

Provisions pour risques et charges

Etat exprimé en euros

	Valeur au 01/01/23	Augmentations	Diminutions	Valeur au 31/12/23
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Pour litiges	97 186	28 542	57 415	68 312
Pour garantie clients	29 163	183 975	78 239	134 899
Pour perte de change				
TOTAL GENERAL	126 349	212 517	135 654	203 211

Ventilation dotations/reprises de provisions et de dépréciations

Etat exprimé en euros

	01/01/2023	Dotations	Reprises	31/12/2023
VENTILATION DOTATIONS/REPRISES DE PROVISIONS ET DE DEPRECIATIONS				
Résultat exploitation				
Provisions garantie	97 185		28 874	68 311
Dépréciation clients	23 832	5 159		28 991
Dépréciations sur stock				
Résultat financier				
Provisions	32 348	170 375	32 348	170 375
Résultat exceptionnel				
Provisions			-	-
TOTAL GENERAL	153 365	175 534	61 222	267 677

Filiales et participations

Etat exprimé en euros	31/12/2023	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A. Renseignements détaillés						
1. Filiales (plus de 50%)						
9328-9601 QUEBEC INC (VOGO CANADA)		683	185 098	100%	683	683
VOGO NA		3 310 371	(1 092 635)	100%	3 485 017	300 000
VOGO UK		5	610 042	100%	1 206 784	1 206 784
2. Participations (10 à 50%)						
Vogoscope SAS		500 000	500 000	49%	245 000	245 000
		Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
1. Filiales (plus de 50%)						
9328-9601 QUEBEC INC (VOGO CANADA)		187 210		0	130	
VOGO NA		467 691		1 274 366	(1 012 492)	
VOGO UK		-		1 481 807	206 184	
2. Participations (10 à 50%)						
Vogoscope SAS		496 000	0	242 730	(225 313)	

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros	2023			2022		
	Audio	Vidéo	Total	Audio	Vidéo	Total
Europe, Moyen Orient, Afrique	5 475 492	1 577 441	7 052 933	6 988 079	1 891 342	8 879 422
Amerique du Nord	913 637	140	913 777	1 168 046	-	1 168 046
Amerique du Sud	29 402	-	29 402	122 311	-	122 311
Asie Pacifique	453 845	-	453 845	335 044	-	335 044
Total Chiffre d'affaires	6 872 376	1 577 581	8 449 957	8 613 481	1 891 342	10 504 823

Production immobilisée

La production immobilisée correspond aux dépenses de développement engagées par la société dans le cadre des travaux de R&D.

La valeur de la production immobilisée correspond aux dépenses de personnel affectées au développement de l'application VOGOSPORT et plus particulièrement à l'adaptation de la solution aux besoins spécifiques des professionnels du sport.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Etat exprimé en euros	31/12/2023	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		(1 654 335)	468 342	(1 185 993)
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		5 475		5 475
RESULTAT COMPTABLE		(1 648 860)	468 342	(1 180 518)

(1) après retraitements fiscaux.

Produits et charges exceptionnelles

Etat exprimé en euros		31/12/2023	31/12/2022
Résultat financier et exceptionnel		12 mois	12 mois
Produits exceptionnels		67 154	175 657
Charges exceptionnelles		61 679	414 357
Résultat exceptionnel		5 475	(238 700)

Effectif moyen

		31/12/2023	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres et professions intellectuelles supérieures		43
	Professions intermédiaires		
	Employés		10
	Ouvriers		
	TOTAL		53

Rémunération des organes de direction

Le montant des rémunérations brutes allouées aux membres des organes de direction au cours de l'exercice s'élève à 727K€.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre des comptes clôturés au 31 décembre 2023 pour l'ensemble des sociétés du Groupe s'élève à 62 395.5€.